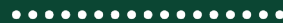


RAPPORT ANNUEL DES RÉSULTATS 2025



NATIONS UNIES
COMORES



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES	6
PARTENAIRES CLÉS	7
LES COMORES EN BREF	8-9
CHAPITRE 1	10
PRINCIPAUX AXES DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL	
CHAPITRE 2	13
CHAPITRE 2 APPUI DU SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT GRACE AU PLAN-CADRE DE COOPERATION	
2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération	13
2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération	16
2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030	45
2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	45
2.5. Évaluations et leçons tirées	46
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources	46
CHAPITRE 3	49
PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR	
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	50

AVANT-PROPOS

Chères lectrices, chers lecteurs,

L'année 2025 revêt une portée particulière pour l'Union des Comores. Elle marque le cinquantenaire à la fois de son indépendance et de son admission à l'Organisation des Nations Unies, offrant à la fois un moment de célébration et une opportunité de réflexion stratégique sur les trajectoires de développement du pays.

Ce rapport annuel des résultats rend compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022–2026, fruit d'un partenariat étroit entre le Gouvernement de l'Union des Comores et le Système des Nations Unies. Il illustre l'alignement constant de cette coopération sur les priorités nationales définies dans le Plan Comores Émergent (PCE 2030) et sur les engagements internationaux en matière de développement durable.

Au cours de cette année, des avancées significatives ont été enregistrées dans le domaine de la durabilité environnementale et de la résilience climatique (**Planète**), avec un renforcement des capacités nationales en matière de gestion des ressources naturelles, de prévention des risques, ainsi qu'un appui à l'élaboration de la troisième Contribution déterminée au niveau national, afin de permettre aux Comores de mieux s'adapter aux effets du changement climatique. Dans un contexte de vulnérabilité accrue des petits États insulaires, ces efforts constituent un levier essentiel pour préserver les équilibres écologiques et soutenir un développement durable.

Sur le plan de la transformation économique et de la gouvernance du développement (**Prospérité**), des progrès notables ont été accomplis en matière de soutien au dialogue public-privé, à la promotion du « Made in Comoros » et à la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes à travers

l'entrepreneuriat, y compris en milieu rural.

Dans le domaine social (**Peuple**), les résultats obtenus traduisent des avancées importantes dans l'accès aux services sociaux de base et la protection des femmes et des enfants. L'amélioration de la couverture des services de santé, les performances enregistrées en matière de vaccination, ainsi que les efforts en faveur de l'éducation, de la protection sociale, de la lutte contre les violences basées sur le genre et de l'égalité de genre contribuent à renforcer le bien-être de la population, en particulier des plus vulnérables.



Mohamed Mbaé Chanfiou

Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, chargé du Monde Arabe, de la Diaspora, de la Francophonie et de l'Intégration Africaine

En matière de gouvernance, de cohésion sociale et de promotion des droits (**Paix**), l'année 2025 a été marquée par la promotion de la gouvernance locale à travers la participation citoyenne à la démocratie municipale et l'appui à l'organisation du Deuxième Congrès des maires comoriens. Les initiatives visant à soutenir les droits humains, à prévenir les violences et à encourager l'engagement des jeunes et des femmes dans la vie publique témoignent d'une dynamique positive en faveur d'une société plus inclusive et apaisée. L'appui au renforcement des systèmes statistiques, y compris les statistiques agricoles, vise également à soutenir une prise de décision fondée sur des données probantes.



Tsok James Bot

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies aux Comores

L'année 2025 est également celle du lancement de l'Initiative ONU 80, visant à réformer les Nations Unies dans un contexte mondial marqué par de nombreux défis. Cette initiative ouvre une nouvelle phase de partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et les États Membres, fondée sur le renforcement de la mesurabilité des résultats de l'action des Nations Unies, de la redevabilité et des partenariats au niveau des pays.

C'est dans cet esprit que l'année 2025 a aussi été marquée par un renforcement du dialogue Nation Unies – Gouvernement Comorien, autour de l'élaboration du prochain plan de mise en œuvre du PCE pour la période 2027–2030 et du prochain Plan-cadre de coopération 2027–2030, afin de mieux prendre en compte les priorités nationales et les besoins d'appui à l'accélération de la transformation structurelle du pays. Il en est de même du soutien à la promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Nous adressons nos sincères remerciements à l'ensemble des partenaires techniques et financiers, ainsi qu'à toutes les parties prenantes nationales, pour leur engagement constant aux côtés du Gouvernement et du Système des Nations Unies aux Comores. Une mention spéciale est adressée au Commissariat général au Plan, organisme national de coordination de la mise en œuvre du Cadre de coopération des Nations Unies.

Nous vous invitons à parcourir ce rapport et à poursuivre, ensemble en 2026, les efforts engagés pour bâtir une Union des Comores prospère, résiliente et qui ne laisse personne de côté.

Marahaba mendji !



COMORES EN BREF

L'archipel des Comores est situé dans l'Océan Indien, à l'entrée nord du canal de Mozambique, entre Madagascar et la côte Est du continent Africain. Petit Etat insulaire en développement (PEID), l'archipel est constitué de quatre îles d'origine volcanique à savoir Ngazidja (Grande Comore), Mwali (Mohéli), Ndzuwani (Anjouan) et Maoré (Mayotte – sous administration française). Grâce à sa situation géographique stratégique, la richesse de sa biodiversité et son appartenance à des espaces d'intégration régionale (COMESA, SADC, COI et ZLECAF), le pays possède de nombreux atouts à exploiter afin de devenir un nouveau pays émergent.



Les Comores sont connues pour :

- Premier producteur mondial d'Ylang-Ylang (70% de la production mondiale)
- Quatrième producteur mondial de Girofle
- Top 10 des producteurs mondiaux de vanille
- Top 5 des pays les plus densément peuplés d'Afrique
- Le volcan Karthala, toujours en activité, dont la caldeira fait partie des plus grands cratères au monde

Population : 909 529¹

- Femmes : **49,4%**
- Milieu urbain : **35,5%**
- Milieu rural : **64,5%**
- Jeunes de moins de 15 ans : **37,0%**
- Densité : **407 habitants au KM²**

Economie

Taux de croissance du PIB²



- Population vivant en dessous du seuil de pauvreté (2020) : **44,8%**

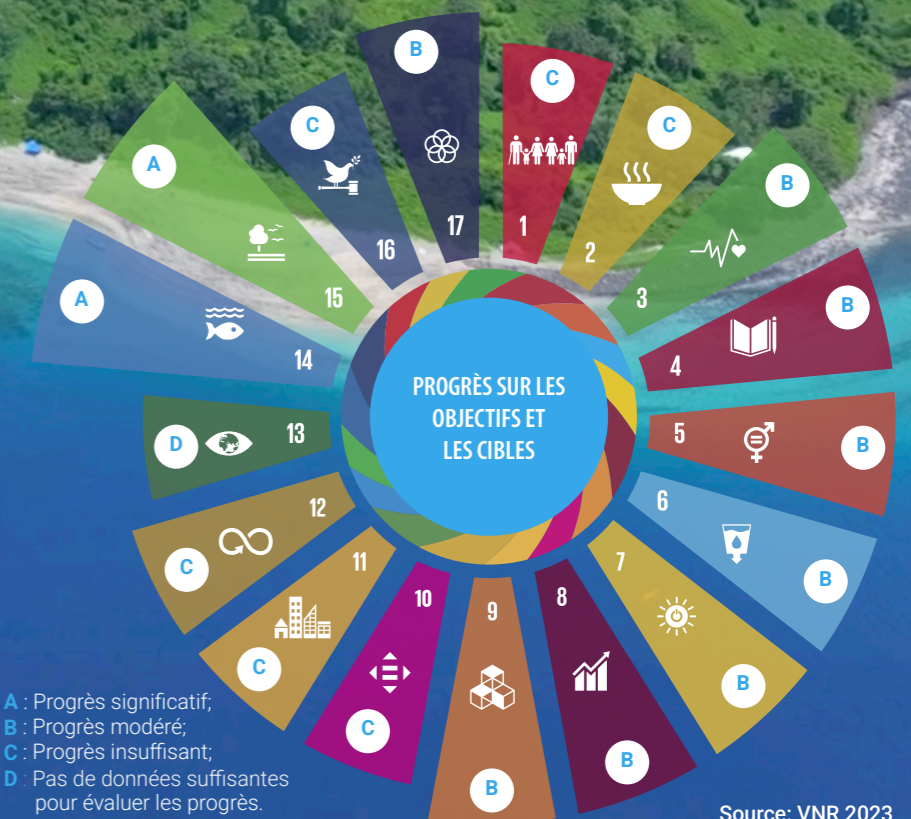
Santé

- Nombre de médecins pour 10 000 habitants (2020)³: **3,0**
- Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)⁴: **53**
- Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)⁴: **30**

Environnement

- Perte de **90%** de la superficie forestière (1950 – 2016)
- Espèces végétales disparues entre 2000 et 2006 : **15%**
- Indice de vulnérabilité au changement climatique : **158**

¹ Résumé des projections démographiques des Comores à partir des données du RGPH 2017, INSEED, Juillet 2022.
² Rapport annuel, Banque Centrale des Comores, 2024
³ <https://data.who.int/indicators//OCCEBB2/217795A>
⁴ Enquête MICS 2022



Source: VNR 2023

CHAPITRE 1: PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL

L'année 2025 constitue la quatrième année de mise en œuvre du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 (UNSDCF 2022-2026) aux Comores.

Dans le **domaine politique**, les élections législatives et communales organisées en 2025 ont été boycottées par la plupart des partis politiques d'opposition, par suite du climat de méfiance occasionné par les élections présidentielles et des Gouverneurs de 2024. Le peu de partis politiques d'opposition ayant participé ont qualifié le scrutin de « la pire des mascarades électorale de notre demi-siècle ». Pour les législatifs, comme pour les communales, la quasi-totalité des sièges ont été pourvus par le parti au pouvoir.

Sur le **plan économique** : L'économie comorienne poursuit son dynamisme avec un taux de croissance projeté de 3,9 % dans un contexte marqué par le recul de l'inflation (3,1%) à la suite de la stabilisation des cours mondiaux de produits de base.

Au niveau du secteur énergétique, des progrès ont été enregistrés à la suite de la mise en service de la centrale photovoltaïque d'une capacité de 6,3 MW dans le Oichili, limitant ainsi la dépendance aux combustibles fossiles.

Dans le cadre des relations du pays avec le FMI, les consultations menées en 2025, au titre du programme FEC et de l'article IV ont été validées par le conseil d'administration. Ce dernier confirme que les conditions économiques demeurent globalement stables malgré les vulnérabilités persistantes.

En **matière de Gouvernance**, malgré la volonté affichée par le Chef de l'Etat, lors de la journée internationale de lutte contre la corruption, de faire de cette dernière, une priorité du Gouvernement, en 2025 Transparency international a classé les Comores à la 163ème place sur 180 avec un score de 20/100 traduisant ainsi, une baisse des efforts du Gouvernement dans la lutte contre la corruption. Cependant, l'Union des Comores a réintégré tout de même, dans le mécanisme des Nations Unies de lutte contre la corruption. Enfin, l'adoption en 2025 d'une nouvelle loi anti-blanchiment participe à la réduction des

lacunes du dispositif national de lutte contre le flux illicites. Au niveau de la gouvernance territoriale, l'organisation du deuxième congrès des maires a abouti à « la déclaration de Moroni sur la décentralisation et le développement inclusif ». Les autorités se sont engagées à faire de la décentralisation, une réforme prioritaire de l'Etat

En **termes de droits humains** : Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du quatrième cycle de l'examen périodique universel (EPU), réalisé en 2024, les autorités avec l'appui de l'OIF, ont procédé à la classification des recommandations par thématique et par secteur de mise en œuvre et dispose désormais d'un plan d'action, comme instrument opérationnel de plaidoyer et de mise en œuvre. Dans le même temps, la délégation aux droits de l'homme a mené avec l'appui de la croix rouge Française, des actions de sensibilisation sur les mariages précoces, les violences basées sur les genres et l'accès à la justice.

En **termes d'urgences humanitaires** : En 2025, l'Union des Comores a enregistré des flux migratoires importants provenant de la côte Est-Africaine dont la plupart cherchait à rejoindre Mayotte.

Dans sa stratégie de gestion de la question migratoire, de façon générale, les autorités ont lancé le processus d'harmonisation des procédures opérationnelles au niveau des points d'entrées, permettant de répondre aux exigences émergentes en matière de gestions des migrations irrégulières et des pandémies. Enfin, l'Union des Comores a réalisé son premier Rapport Volontaire National (RVN) portant sur la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières afin de lui permettre de mieux structurer sa gouvernance migratoire en conformité avec les engagements internationaux.





CHAPITRE 2 :

APPUI DU SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT GRACE AU PLAN-CADRE DE COOPERATION

2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération

Le Plan- Cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2022 – 2026 (UNSDCF 2022-2026) est le programme unique de l'Équipe de Pays des Nations Unies pour contribuer aux priorités de l'Union des Comores et l'accompagner dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Ce cadre de coopération demeure aligné au Plan Comores Emergent (PCE)-horizon 2030 et à son plan opérationnel, le plan de relance post-COVID 2022-2026. Il contribue à relever les défis majeurs ci-après retenus dans le PCE sous forme de priorités nationales. Ces mêmes défis sont identifiés dans le Bilan Commun Pays (CCA) et restent d'actualité selon sa version mise à jour en 2024 :

- Une **exploitation** non durable des écosystèmes terrestres et lagunaires et de ses immenses ressources,
- Des **écosystèmes marins et côtiers** fortement affectés par les pressions liées à l'érosion, aux pollutions diverses et à la surpêche,
- Une vulnérabilité élevée et une faible capacité de **résilience face aux changements climatiques**, etc.
- Les **contraintes structurelles** empêchant la stimulation de la croissance économique inclusive, pro-pauvre et créatrice d'emplois décents pour la jeunesse comorienne,
- La **persistance** de la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation,
- Une **gouvernance** politique, institutionnelle, administrative et économique faible liée notamment à une faible participation des citoyens aux affaires publiques, des faibles capacités des administrations publiques, une faible attractivité de l'environnement des affaires et une faible représentation des femmes dans les instances de décision locales et nationales.

L'UNSDCF 2022-2026 comprend quatre grands résultats (Effets) liés aux quatre piliers suivants :



• **Pilier Planète**, dont les interventions concernent les domaines de la gouvernance des écosystèmes terrestres, l'approvisionnement en eau, l'énergie, la résilience écologique et l'habitat durable,



• **Pilier Prospérité** ayant comme domaines d'intervention l'emploi décent, les systèmes productifs, l'entrepreneuriat et la compétitivité de l'économie,



• **Pilier Peuple** comprenant les domaines de la gouvernance du système de santé, l'offre des services essentiels de santé, d'éducation et de formation, la protection sociale incluant les violences faites aux femmes et aux enfants,



• **Pilier Paix** dont les domaines d'intervention sont la promotion de l'Etat de droit, l'égalité de genre, la prévention et la gestion des conflits, la gestion du développement, les droits humains, et le développement des partenariats stratégiques.

L'appui cumulé des quatre dernières années (2022-2025) a occasionné un investissement d'environ 98 millions USD représentant 31,6% des ressources planifiées sur un total des ressources effectivement mobilisées d'environ 127 millions USD (41,0%).

En dépit des contraintes liées notamment aux capacités des partenaires nationaux de mise en œuvre, aux impacts des crises successives (pandémie covid-19 et crise russo-ukrainienne), ces ressources investies ont contribué à la réalisation de certains progrès enregistrés au cours de ces quatre années 2022-2025.



STRUCTURE DU CADRE DE COOPÉRATION (UNSDCF)

Priorités nationales de développement, Piliers, Priorités stratégiques des NU, Résultats ou Effets, ODD et Agences contributrices








PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	PILIER DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES NATIONS UNIES	RÉSULTATS OU EFFETS	ODD	AGENCES CONTRIBUTRICES
Promouvoir la durabilité environnementale	 PLANÈTE	PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : Renforcement de la résilience écologique et de la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques	RÉSULTAT 1 : D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale		CEA, UNDRR, ONU HABITAT, UNCDF, UNESCO, FAO, PNUD, UNICEF, ONUDI, PAM, PNUE
Soutenir une croissance économique inclusive, créatrices d'emploi décent pour la jeunesse comorienne	 PROSPÉRITÉ	PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Promotion d'une économie compétitive, moderne, résiliente et créatrice d'emplois décents grâce à une croissance forte, durable et inclusive	RÉSULTAT 2 : D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique)		CEA, FIDA, UNCDF, UNFPA, OIM, ONU HABITAT, ONUDI, PNUD, OIT, CNUCED
Réduire la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation	 PEUPLE	PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : Valorisation du dividende démographique et promouvoir l'offre, la demande et l'utilisation inclusive et équitable de services sociaux de qualité par les populations, particulièrement les plus vulnérables	RÉSULTAT 3 : D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, et de prise en charge des victimes de violences		OMS, UNFPA, OIM, OIT, ONUSIDA, UNESCO, UNICEF
Renforcer la participation des citoyens aux affaires publiques Promouvoir la gouvernance inclusive, l'État de droit et la redevabilité	 PAIX	PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : Renforcement de l'État de droit, promotion des droits humains, consolidation de la démocratie et la paix ainsi que la cohésion sociale	RÉSULTAT 4 : D'ici 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie		CCI, OIT, OIM, UNFPA, ONUDI, ONUSIDA, ONU HABITAT, UNICEF, PNUD

2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération

2.2.1. Aperçu global de la contribution des Nations Unies à la mise en œuvre des ODD : Évolution en 2024 des 20 nouveaux indicateurs de produits sélectionnés par l'Équipe de Pays



P-PLANETE / EFFET 1 UNSDCF

ODD / CODE INDICATEUR OUTPUT	INDICATEUR	BASELINE 2021	VALEUR/STATUT 2023	VALEUR/STATUT 2024	VALEUR/STATUT 2025
ODD 6 / 6.3 	Nombre de personnes bénéficiant au moins de services de base en matière d'assainissement avec l'aide des Nations unies	21320	21320	3 486	3 605
ODD 7 / 7.2 	Capacité (en mégawatts) en énergie renouvelable installée par technologie, avec le soutien des Nations unies : • solaire • éolienne • biomasse • hydraulique • géothermique • autre	<ul style="list-style-type: none"> • solaire : 6,2 MW • éolienne : 0 • biomasse : 0 • hydraulique : 0,8 MW • géothermique : 0 • autre 	<ul style="list-style-type: none"> • solaire : 6,2 MW • éolienne : 0 • biomasse : 0 • hydraulique : 0,8 MW • géothermique : 0 • autre 	<ul style="list-style-type: none"> • solaire : 6,2 MW • éolienne : 0 • biomasse : 0 • hydraulique : 0,8 MW • géothermique : 0 • autre 	<ul style="list-style-type: none"> • solaire : 12 MW
ODD 12 / 12.3 	Nombre de personnes bénéficiant directement d'initiatives, avec le soutien des Nations unies, visant à protéger la nature et à promouvoir l'utilisation durable des ressources	34,285,714	36,857,143	39,714,286	42,857,143
ODD 15 / 15.2 	Superficie des zones terrestres et marines protégées créées ou faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées (hectares), soutenues par les Nations Unies	162,857,143	174,285,714	188,571,429	202,857,143
ODD 15 / 15.3 	Nombre d'hectares (ha) de forêts dégradées faisant l'objet d'une a) réhabilitation ; b) restauration, avec le soutien des Nations unies	41,428,571	45,142,857	49,142,857	53,428,571





P-PROSPERITE/ EFFET 2 UNSDCF

ODD / CODE INDICATEUR OUTPUT	INDICATEUR	BASELINE 2021	VALEUR/STATUT 2023	VALEUR/STATUT 2024	VALEUR/STATUT 2025
ODD 2 / 2.1	Élaboration, avec le soutien des Nations unies, de politiques, de stratégies et de programmes d'investissement sectoriels et/ ou intersectoriels, nouveaux ou améliorés, visant à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition.	OUI	OUI	OUI	OUI
ODD 2 / 2.2	Nombre d'organisations rurales, d'institutions gouvernementales et d'autres parties prenantes concernées dotées de capacités renforcées pour concevoir et mettre en œuvre des politiques qui améliorent la productivité, le revenu net et les conditions de travail au sein du système agroalimentaire	23	24	40	62
ODD 2 / 2.3	Nombre d'institutions gouvernementales et non gouvernementales ayant une capacité accrue à concevoir, mettre en œuvre et financer des politiques de prévention et de réduction de la malnutrition et de promotion d'une alimentation saine, avec le soutien des Nations unies	10	10	10	10
ODD 14 / 14.1	Nombre d'institutions gouvernementales ayant renforcé les réglementations en matière d'exploitation et mis fin à la surpêche, à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) ou aux pratiques de pêche destructrices, ou ayant mis en place des plans de gestion scientifiques visant à rétablir les stocks de poissons à des niveaux permettant d'obtenir un rendement maximal durable en fonction de leurs caractéristiques biologiques, avec le soutien de l'ONU.	6	6	6	8



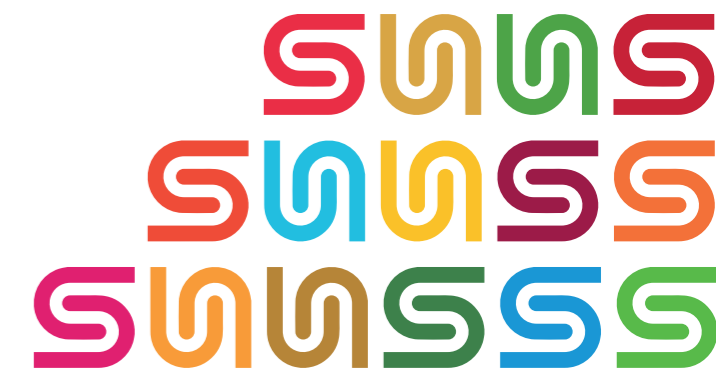
P-PEUPLE/ EFFET 3 UNSDCF

ODD / CODE INDICATEUR OUTPUT	INDICATEUR	BASELINE 2021	VALEUR/STATUT 2023	VALEUR/STATUT 2024	VALEUR/STATUT 2025
ODD 3 / 3.1	Nombre de politiques nationales sur la santé (y compris la santé en général ou des domaines de santé spécifiques tels que la santé sexuelle et reproductive, les maladies non transmissibles et transmissibles), conformes aux normes des droits de l'homme, sont élaborées et adoptées, avec le soutien des Nations Unies.	5	11	13	-
ODD 3 / 3.2	Niveau de solidité du système de soins de santé primaires (SSP), atteint avec le soutien de l'ONU. Echelle [0-41]	20	26	26	26
ODD 4 / 4.1	Mesure dans laquelle le système éducatif est inclusif et équitable du point de vue du genre pour l'accès aux possibilités d'apprentissage, et conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme, avec le soutien de l'ONU	1.5	2	2	2
ODD 5 / 5.7	Des mécanismes sont en place pour favoriser les décisions des femmes et des filles concernant les relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé génésique, avec le soutien des Nations unies.	OUI	OUI	OUI	OUI



P-PAIX/EFFET 4 UNSDCF

ODD / CODE INDICATEUR OUTPUT	INDICATEUR	BASELINE 2021	VALEUR/STATUT 2023	VALEUR/STATUT 2024	VALEUR/STATUT 2025
ODD 1 / 1.2	Nombre d'institutions ayant amélioré leur capacité à renforcer la sécurité foncière avec le soutien de l'ONU	2	3	3	3
ODD 5 / 5.1	Nombre de lois et de règlements, fondés sur les normes et les standards internationaux en matière de droits de l'homme, élaborés avec le soutien de l'ONU pour : a) éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG), y compris les pratiques néfastes (HP) ; b) promouvoir l'égalité d'accès aux soins, à l'information et à l'éducation en matière de santé sexuelle et génésique (SRH)	2	3	3	3
ODD 5 / 5.4	Existence d'un mécanisme national ou infranational pour lutter contre les normes, stéréotypes, pratiques et relations de pouvoir discriminatoires aux niveaux individuel, social et institutionnel en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, avec le soutien des Nations unies.	OUI	OUI	OUI	Oui
ODD 5 / 5.5	Nombre de filles et de femmes ayant bénéficié de services liés aux pratiques néfastes, notamment le mariage précoce et forcé des enfants et les mutilations génitales féminines, avec le soutien des Nations unies.	252	773	1301	2798
ODD 17 / 17.2	Degré d'alignement du système budgétaire national sur les objectifs de développement durable (ODD) qui permet de suivre l'affectation du budget pour les ODD, y compris par le biais d'une budgétisation sensible au genre, avec le soutien des Nations unies.	Limitée	Limitée	Limitée	Limitée
ODD 17 / 17.3	Mécanismes/initiatives de collecte et d'analyse de données fournissant des données ventilées pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et renforcer la cohérence des politiques en faveur du développement durable, établis/ mises en œuvre avec le soutien de l'ONU	Modérée	Modérée	Modérée	Modérée
ODD 17 / 17.4	Existence d'une stratégie nationale de financement des objectifs de développement durable (ODD) dans le pays, élaborée avec le soutien de l'ONU.	OUI	OUI	OUI	Oui



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

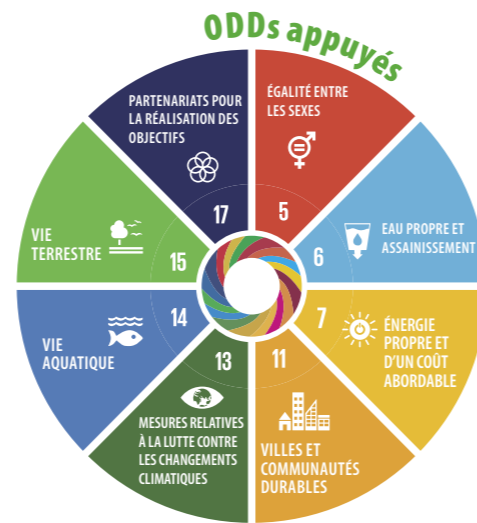
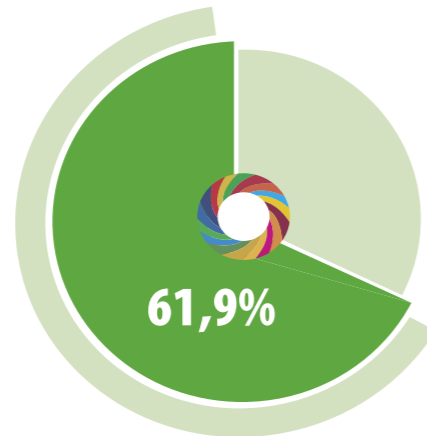
RÉSILIENCE ÉCOLOGIQUE ET DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

RÉSULTAT 1 :

D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale.

Montants exécutés

13 861 146 USD



MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

Sauvegarde de la biodiversité, forestation et restauration et réhabilitation des terres :

- 90 % de croissance des coraux transplantés
- 2,5 Ha de pépinière de coraux installés au parc de Mitsamiouli et Chissiwani : restauration corallienne par bouturage
- 2,4 Ha de zones récifales restaurés avec un objectif de 30 Ha à restaurer d'ici 2030
- Meilleure compréhension des 1900 individus de Roussettes de Livingstone nidifiant
- 15 000 plants de Moringa mis à la disposition de 300 femmes agricultrices

Eau potable/Assainissement :

- 41 735 hab. sur 4 localités de Mohéli disposant de nouveaux réseaux d'approvisionnement en eau.

AGENCES CONTRIBUTRICES:



RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :

35%

(2025), 29% (2024) de la population disposant d'un approvisionnement en eau potable et salubre (cible attendue : 60%)

49%

(2025), 19% (2024), 16% (2023-2022) des structures sanitaires disposant des systèmes d'approvisionnement et de services d'hygiène et d'assainissement (cible attendue : 40%)

<40%

(2025), 20% (2024) des écoles publiques disposant au moins des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement

6%

(2025), 3% (2024) de la population disposant d'une énergie sûre, propre et à coût abordable (cible attendue: 30%)

7

(2025), 4 (2024) solutions énergétiques innovantes appliquées pour accélérer la transition vers l'efficacité énergétique et les énergies propres

9%

(2025), 6,8% (2024) des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique (cible attendue : 50%)





Moroni s'illumine : quand l'énergie solaire transforme la vie urbaine

Quelques mois seulement après l'installation des lampadaires solaires, la capitale des Comores change de visage. De CNDRS à la place de l'Indépendance, en passant par Mtsangani, Badjanani et le Café du Port, Moroni s'illumine désormais chaque nuit de manière fiable, durable et autonome.

Portée par le projet « Énergie et Croissance », mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec le Gouvernement de l'Union des Comores et la Mairie de Moroni, avec l'appui financier du Gouvernement américain, cette initiative apporte une réponse concrète à deux défis majeurs : l'accès à l'énergie et la sécurité urbaine.

Au total, 180 lampadaires solaires ont été installés dans des zones stratégiques de la capitale. Équipés de lampes LED de 30W, de panneaux solaires monocristallins et de batteries lithium, ces dispositifs fonctionnent de manière totalement autonome, sans dépendre du réseau électrique national, souvent sujet à des coupures.

Au-delà de la technologie, c'est une vision qui se concrétise : celle d'une ville plus résiliente, alignée avec les ambitions du Plan Comores Émergent.

Sur le terrain, l'impact est déjà tangible. Pour Simba, pêcheur au Café du Port, la différence est radicale : travailler la nuit n'est plus un risque. Grâce à l'éclairage permanent, il peut préparer ses sorties, trier ses poissons et manœuvrer en toute sécurité, même en période de délestage.

Dans les quartiers, le sentiment de sécurité s'est considérablement renforcé. Abdallah Moidhini, habitant de Magoudjou, observe une nette diminution des actes de délinquance nocturne. La lumière agit comme un puissant dissuasif et permet une meilleure surveillance des espaces publics. Même constat pour les familles. Mariama Kassim, mère de trois enfants, explique que ses

déplacements nocturnes sont désormais plus sereins, notamment pour les femmes et les jeunes filles. Les activités sociales peuvent se poursuivre sans crainte, jusque tard dans la soirée.

Au-delà de la sécurité, c'est toute l'attractivité de Moroni qui se trouve renforcée. Les habitants décrivent une capitale « **plus lumineuse** », « **plus vivante** », où l'obscurité n'est plus la norme. Pour Said Hassani Said Abdillah, le contraste avec le passé est frappant : là où l'éclairage public avait disparu, ces nouvelles installations redonnent vie à la ville, tout en étant mieux sécurisées contre le vandalisme. Fahmia Ali résume ce sentiment partagé : même en cas de coupure d'électricité, la ville ne sombre plus dans le noir.

Face à ces résultats encourageants, l'expérience de Moroni ouvre la voie à une extension dans d'autres villes comme Mutsamudu, Mitsamihouli ou Fomboni, où les besoins en éclairage public et en sécurité restent importants.

Mais le succès de cette initiative repose aussi sur un engagement collectif. Comme l'a rappelé le Représentant résident du PNUD, la durabilité de ces infrastructures dépendra de leur appropriation et de leur protection par les communautés elles-mêmes.

En apportant une solution énergétique propre, fiable et adaptée, ce projet démontre qu'il est possible de transformer rapidement le quotidien des populations tout en construisant des villes plus sûres, plus inclusives et plus durables.

À Moroni, la lumière ne se contente plus d'éclairer les rues, elle éclaire aussi l'avenir.



Hasselemani, la graine d'espoir de l'autonomie agricole comorienne

Au sommet des collines fertiles de Ntsimwapanga, dans le sud de Ngazidja, une poignée de femmes et d'hommes engagés a décidé de transformer durablement les pratiques agricoles locales.

Réunis au sein de la coopérative Hasselemani, près de quarante agricultrices et agriculteurs portent une ambition commune : contribuer à la souveraineté semencière des Comores et renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux.

Dans un contexte marqué par une forte dépendance aux importations de semences et des défis persistants en matière de sécurité alimentaire, le développement d'une filière semencière nationale constitue un levier stratégique pour renforcer l'autonomie agricole du pays.

Semer l'espoir, récolter l'avenir

Initialement engagée dans la production vivrière et maraîchère, la coopérative s'est progressivement structurée pour devenir un acteur clé du projet SEPAREF (Renforcement de l'état de préparation et de la réponse aux crises alimentaires), mis en œuvre par la FAO sous le leadership du ministère en charge de l'Agriculture, avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), projet lancé en 2023 pour une durée de 3 ans.

Dans ce cadre, Hasselemani a lancé ses premières parcelles de production de semences de maïs, marquant une étape importante dans la structuration d'une filière semencière nationale (sur la photo).

Au cœur de cette dynamique : la variété CIRAD 412, une semence de maïs de catégorie prébase, sélectionnée pour sa précocité et sa forte productivité. Longtemps utilisée sans encadrement technique suffisant, cette variété connaît aujourd'hui un renouveau grâce à l'introduction de pratiques

améliorées et à un accompagnement agronomique renforcé.

L'objectif est ambitieux : produire 4 tonnes de semences certifiées sur une superficie de deux hectares et poser les bases d'un système semencier capable de répondre durablement aux besoins des agriculteurs.

Une coopérative, un moteur de changement

La coopérative Hasselemani est bien plus qu'une structure de production. C'est une communauté organisée autour d'un projet collectif, engagée dans le développement local et national.

« Nous sommes aujourd'hui fiers et reconnaissants de l'appui du Gouvernement, à travers son ministère en charge de l'Agriculture, qui nous permet de contribuer à notre niveau à l'autosuffisance alimentaire et à la lutte contre la faim », souligne Hassan Soilihi, président de la coopérative.

Les premières récoltes, récemment obtenues, témoignent déjà des progrès réalisés et ouvrent la voie à une nouvelle génération d'agricultrices et d'agriculteurs plus formés, plus confiants et mieux préparés aux défis climatiques et économiques.

Ensemble, nous faisons pousser les graines d'un avenir meilleur

L'expérience de Hasselemani illustre le potentiel des coopératives rurales lorsqu'elles sont soutenues, accompagnées et valorisées.

Elle reflète pleinement l'ambition du projet SEPAREF : promouvoir une agriculture performante, inclusive et durable, portée par les acteurs locaux.

Aujourd'hui, à Hasselemani, on ne cultive pas seulement du maïs.

On cultive aussi les bases d'un avenir plus résilient pour l'agriculture comorienne.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

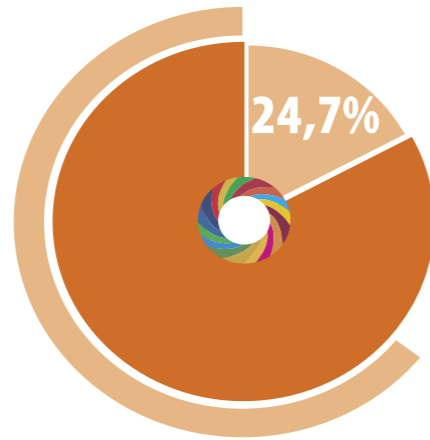
CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

RÉSULTAT 2 :

D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique).

Montants exécutés

5 523 110 USD



MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

Chaines de valeurs agricoles, pêche et élevage :

- 30 poulaillers construits pour les jeunes et handicapés
- 100 réservoirs d'eau (Tanks) distribués aux éleveurs
- 66 fermes agricoles installés avec plus de: 420 000 lianes de patate douce, 180 000 boutures de manioc et 36,8 tonnes de semences de gingembre au profit de 1 125 producteurs, dont 48% de femmes
- 25 tonnes de semences remis à 222 exploitants agricoles, dont 80 femmes et 3 personnes à mobilité réduite
- 12 certifications qualité obtenues ou en cours, selon les filières (agroalimentaire, aviculture, cosmétique)
- 72 nouveaux produits développés et 148 produits existants améliorés (hygiène, formulation, traçabilité) disposant de nouveaux réseaux d'approvisionnement en eau

43

54%-40%

≥ 50

9731

personnes dont 2 enfants, 20 femmes et 21 hommes (2025), 8 (2024) ayant accédé aux opportunités d'emplois décent et productifs générés (cible attendue : 3 000)

(2025) contre 45% et 60% (2020) de la valeur ajoutée de la chaîne des valeurs respectivement pour l'agriculture et la pêche attribuable à des femmes dans les zones de concentration (cible attendue : 50% et 50%)

(2025), 0 (2020) utilisateurs actifs des outils et espaces numériques de soutien aux chaînes de valeurs agricoles (cible attendue : 80 000, dont 40 000 femmes)

(2025), 2 584 (2024), 0 (2020) exploitants des systèmes et des chaînes de valeurs agricoles utilisant des techniques et des technologies résilientes

Entrepreneuriat, économie bleue, circulaire, transformation industrielle, technologie, innovation :

- +25 % d'augmentation du chiffre d'affaires pour les entreprises certifiées
- +150 professionnels formés aux normes de qualité et de sécurité alimentaire
- 72 nouveaux produits développés et 148 produits existants améliorés (hygiène, formulation, traçabilité)
- 204 emplois directs ont été créés dont 115 hommes et 89 femmes
- 7 Structure d'Appui aux Entreprises (SAE) engagées pour accompagner 13 entreprises

AGENCES CONTRIBUTRICES:



RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :

- 46 entreprises accompagnées en marketing et visibilité
- 1 Campagne nationale de promotion des produits avicoles comoriens (œufs et poulets)
- 1 campagne nationale agroalimentaire « NariléShaShikomori » a touché plus de 70 entreprises, avec une forte adhésion du public
- Installation des systèmes de valorisation et de traitement des déchets plastiques et médicaux
- 56 entreprises formées en comptabilité générale et analytique
- Mise en place le plan d'action stratégique de la ZLECAF

Wutamu : quand le savon comorien conquiert le monde

La trajectoire de Jihane Guy, fondatrice de la première maison de savonnerie semi-industrielle des Comores, illustre ce que l'accompagnement ciblé peut changer dans une vie et dans toute une filière.

Un rêve né dans une cuisine

Tout a commencé avec des mains dans la pâte et l'entêtant parfum de l'ylang-ylang. Avant de fonder Wutamu, Jihane Guy préparait ses savons dans sa cuisine familiale de Moroni, mêlant les ressources que les îles lui offraient, huile de coco, curcuma, fleurs précieuses avec une intuition : ces richesses naturelles méritaient d'être transformées, valorisées, exportées.

Officiellement créée en 2022, Wutamu se positionne d'emblée comme bien plus qu'une marque de cosmétiques. C'est une déclaration d'amour aux Comores, une affirmation que l'archipel peut produire des biens conformément

aux standards internationaux, et que ses femmes peuvent en être les moteurs. Mais entre le rêve artisanal et la réalité industrielle, il y a un abîme que Jihane ne pouvait franchir seule. C'est là qu'entre en scène le projet APILE.

"Créer Wutamu Comores, c'était ma manière de célébrer les richesses naturelles et les traditions des Comores. Avec des ingrédients comme l'ylang-ylang, nous fabriquons des produits qui reflètent notre patrimoine unique." - Jihane Guy, Fondatrice de Wutamu Comores.

L'intervention d'APILE : structurer pour grandir

Lorsque Wutamu intègre le projet APILE financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ONUDI, l'entreprise produit bien, mais de façon irréproductible à grande échelle. Les recettes sont bonnes, les clients satisfaits, mais la chaîne de valeur reste fragile, les normes de fabrication non formalisées, et l'outil de production limité.

Grâce à cet accompagnement, son activité se transforme en profondeur. Des équipements semi-industriels permettent d'augmenter les volumes et d'assurer une qualité constante. Les normes de fabrication sont mises en place, et l'entreprise se structure progressivement.

"Ce n'est pas seulement une machine qui a changé, c'est toute la manière de penser la production, la qualité et le marché qui a évolué, selon les mots de Jihane elle-même."

En un an, les résultats sont significatifs : le chiffre d'affaires de Wutamu a plus que doublé, passant de 12 000 à près de 25 000 euros. L'entreprise produit désormais plus de 27 000 savonnets par an et s'est imposée comme fournisseur pour plusieurs établissements hôteliers aux Comores.

Cette croissance s'accompagne d'un impact social concret. Six emplois ont été créés, principalement occupés par des femmes, offrant des revenus stables et une autonomie économique dans un contexte où les opportunités restent limitées.

Aujourd'hui, Wutamu franchit une nouvelle étape avec ses premières exportations et une ambition affirmée de se positionner sur les marchés africains.

À travers cette trajectoire, Wutamu illustre le potentiel du secteur privé comorien lorsqu'il est accompagné et structuré. Elle montre qu'il est possible de produire localement, de créer de l'emploi et de faire émerger une marque compétitive à partir des ressources et du savoir-faire nationaux.

"Ma plus grande fierté est de voir Wutamu Comores devenir une marque de confiance, appréciée par nos clients." - Jihane Guy

RÉSUMÉ DES PROGRÈS DU PILIER PROSPÉRITÉ :

En 2025, les interventions déployées par l'Équipe de Pays des Nations Unies dans le domaine de la prospérité ont permis d'enregistrer des avancées significatives, parmi lesquelles :

- Le **renforcement de la compétitivité et de la performance** des entreprises, illustré par une hausse de 30 % de la productivité moyenne et de 25 % du chiffre d'affaires des entreprises certifiées, ainsi que par l'amélioration et le développement de plus de 220 produits locaux ;
- La **structuration et la formalisation du tissu entrepreneurial**, avec l'obtention de certifications qualité, la labellisation de produits locaux, l'élaboration de plans d'affaires facilitant l'accès au financement et l'accompagnement de dizaines d'entreprises en marketing, gestion et conformité aux normes ;
- La **création d'emplois et l'amélioration de l'accès aux opportunités économiques**, avec notamment 204 emplois directs créés dans le secteur agricole et une augmentation du nombre de bénéficiaires accédant à des emplois décents et productifs ;
- Le **renforcement des chaînes de valeur agricoles et de la résilience économique**, marqué par une forte augmentation du nombre d'exploitants utilisant des techniques résilientes (9 731 en 2025 contre 2 584 en 2024) et une progression de la participation des femmes dans la création de valeur.
- Le **développement de l'écosystème d'appui aux entreprises et à l'innovation**, à travers la structuration d'un réseau national d'accompagnement, le renforcement des capacités des structures d'appui et l'ouverture à des partenariats régionaux et internationaux ;
- La **promotion de l'inclusion socio-économique**, avec l'adoption de politiques et plans d'action en faveur des femmes et des personnes en situation de handicap, ainsi que le renforcement du dialogue social et des capacités institutionnelles en matière d'égalité et de travail décent ;
- Les avancées en matière d'**économie durable et de gestion environnementale**, incluant la mise en place de cadres réglementaires, l'amélioration des systèmes de gestion des déchets et le renforcement des capacités nationales dans la gestion des produits chimiques et des déchets



De l'exil à l'entrepreneuriat : Salim Ali Rassoul entame un nouveau chapitre de sa vie

Né aux Comores, Salim Ali Rassoul, 35 ans, a quitté son pays pour poursuivre ses études en Égypte. Cependant, après six années d'apprentissage, ses ressources financières se sont épuisées et sa famille ne pouvait plus subvenir à ses besoins. Sans visa et sans abri, il a dû faire face à quatre années de grande précarité, trouvant refuge dans les mosquées et travaillant dans une entreprise de production de fenêtres pour un maigre salaire.

En 2023, son destin a changé lorsqu'un compatriote lui a parlé du programme de retour volontaire assisté et de réintégration de l'Organisation des Nations Unies (ONU), destiné aux migrants en situation de vulnérabilité. Ce programme offre la possibilité de rentrer dans son pays d'origine tout en bénéficiant d'un accompagnement financier et logistique.

Salim a saisi cette opportunité et a été sélectionné comme bénéficiaire du programme. Grâce à cet appui, il a pu rentrer aux Comores et lancer un commerce de produits alimentaires locaux, le premier du genre dans sa commune. Son entreprise est rapidement devenue un maillon essentiel de l'économie locale, fournissant des ressources de première nécessité et jouant un rôle crucial lors des périodes de pénurie de riz.

« En facilitant l'accès aux produits de base, mon commerce a contribué au bien-être de ma communauté. J'en suis très fier. Cette réussite m'a aussi permis de me marier et de subvenir aux besoins de ma famille », confie Salim.

Malgré les défis financiers et logistiques, il a pu stabiliser son activité grâce à l'accompagnement reçu lors de sa réintégration. Aujourd'hui, sa boutique prospère, lui permettant de recruter un employé et d'élargir son offre avec des produits frais. Son succès entrepreneurial ne s'arrête pas là : il prévoit l'ouverture d'une boutique de vêtements à Moroni et partage également ses

connaissances en enseignant l'arabe à l'école coranique de son village.

Reconnaissant pour le soutien de l'ONU qui lui a permis de reconstruire sa vie, Salim est aujourd'hui un modèle d'espoir et de résilience. Son parcours illustre comment l'accompagnement au retour et à la réintégration peut aider des migrants en difficulté à retrouver une stabilité et à contribuer activement au développement de leur communauté (sur la photo).

« J'encourage ceux qui traversent des situations similaires à ne pas perdre espoir. Il existe toujours des solutions pour rentrer chez soi, recommencer un nouveau chapitre de sa vie et réussir », conseille-t-il.



Semer l'avenir : quand l'élevage transforme les vies rurales aux Comores

Dans les villages ruraux de Mohéli, Anjouan et Ngazidja, un changement discret mais profond est en marche. Derrière les enclos nouvellement aménagés et les champs verdoyants, ce sont des familles entières qui voient leur quotidien se transformer.

Grâce au projet Productivité des Exploitations Agricoles Familiales et Résilience (PREFER), mis en œuvre par le Fonds international de développement agricole (FIDA), 120 génisses gestantes et 8 taureaux de races améliorées, Frisonne, Jersey et Montbéliard, ont été distribués entre août et novembre 2025 à 55 groupements agricoles, représentant près de 1 375 ménages.

Mais au-delà des chiffres, c'est une nouvelle dynamique communautaire qui s'installe.

Avant même de recevoir les animaux, les bénéficiaires ont été formés aux techniques modernes d'élevage, leur permettant de mieux anticiper les soins, l'alimentation et la gestion du bétail. Très vite, les premiers résultats se font sentir : en seulement six mois, une trentaine de veaux sont nés, et chaque vache produit en moyenne jusqu'à 10 litres de lait par jour.



Pour de nombreuses familles, cette production représente bien plus qu'un revenu supplémentaire. Elle améliore l'alimentation des ménages, notamment celle des enfants, tout en offrant de nouvelles perspectives économiques.

Au cœur de cette initiative, une approche solidaire renforce l'impact : chaque bénéficiaire s'engage à transmettre à son tour une partie du cheptel, créant ainsi une chaîne de solidarité qui permet d'élargir progressivement le nombre de bénéficiaires au sein des communautés.

Les femmes occupent une place centrale dans cette transformation. Dix groupements féminins vulnérables, composés notamment de femmes cheffes de ménage, ont bénéficié de la distribution de 100 chèvres et 15 bœufs. Pour elles, l'élevage devient un levier d'autonomie économique et de résilience face aux aléas.

« Avant, nous dépendions entièrement des revenus irréguliers. Aujourd'hui, nous avons une activité qui nous appartient et qui nous donne confiance pour l'avenir », confie une bénéficiaire (sur la photo).

En appui à cette dynamique, le projet a renforcé les capacités locales en formant 43 agents communautaires de santé animale et 17 inséminateurs, tout en fournissant des kits et du matériel de collecte de lait.

Au-delà de l'élevage, les bénéfices s'étendent aux exploitations agricoles elles-mêmes. L'utilisation du fumier améliore la fertilité des sols, contribuant ainsi à une agriculture plus productive et durable.

Présent aux Comores depuis 1984, le FIDA accompagne le Gouvernement dans le développement rural à travers plusieurs programmes structurants. **Aujourd'hui, avec PREFER et FORCE JEUNES, c'est une nouvelle génération d'agriculteurs et d'éleveurs qui se construit — plus formée, plus résiliente et tournée vers l'avenir.**

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

ACCÈS AUX SERVICES DE BASE, PROTECTION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

RÉSULTAT 3 :

D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, de prise en charge des victimes de violences.

MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

Soins de santé et nutrition :

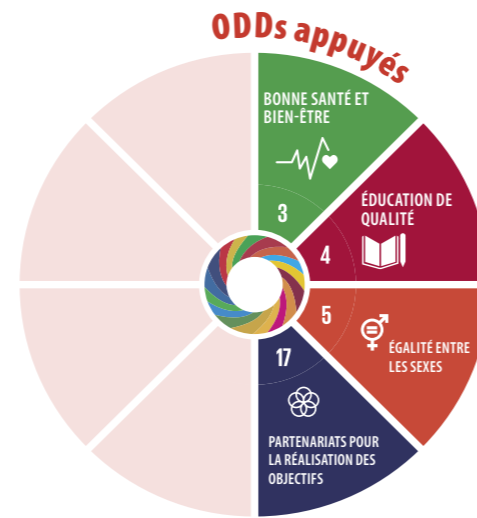
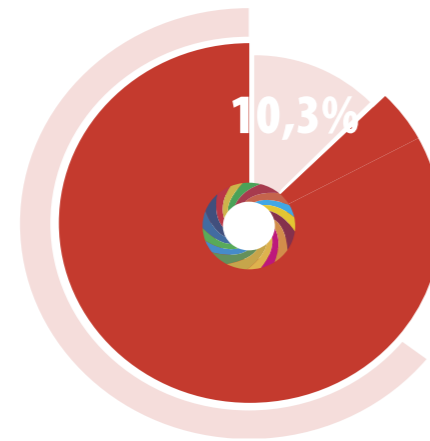
- 85 sage femmes formées en technologie contraceptive
- 75 prestataires de services formés sur la prise en charge intégrée des maladies du nouveau-né et de l'enfant
- 50 prestataires de service formés en SONU
- 75 prestataires formés sur la prise en charge de la malnutrition
- 25 agents de surveillance formés sur l'initiative d'intelligence épidémique à partir de source ouverte
- 30 personnes formées sur la détection des maladies à potentiel épidémique et événements prioritaires sur les équipes de points d'entrée
- 42 personnels formés en logistique et la recherche des pertes de vues dans le cadre de la vaccination à Ndzuwani (20) et à Ngazidja (22)
- 32 boîtes de 10 de tests de Dengue (TDR) mis à la disposition de la Direction Régionale de la santé
- 1002 échographies effectuées au niveau communautaire à travers la clinique mobile au niveau d'Anjouan
- 1265 sensibilisées sur les comportements à risque de VBG en stratégie avancée CPN, PF, Vaccin, Dépistage MA, par la Clinique Mobile à Mohéli

AGENCES CONTRIBUTRICES:



Montants exécutés

2 303 985 USD



RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :

- 60%** (2022-2025), 0% (2019) des maternités répondant aux normes SONUB (cible attendue : 100%)
- 9252** (2025), 9203 (2024), 3473 (2023) nouvelles utilisatrices des méthodes modernes de planification familiale (cible attendue : 25 000)
- 1141** (2025), 120 (2019) d'élèves en situation de handicap ayant accès à l'école et bénéficiaires d'une prise en charge (cible attendue : 250)
- 4000** (2025), 1246 (2024) filles et de femmes qui reçoivent des services de prévention et de protection contre le mariage précoce (cible attendue : 10 000)
- 550** (2025), 130 (2024) d'enfants, jeunes et femmes victimes de violences bénéficiaires d'une prise en charge holistique (cible attendue : 4 000)
- 55%** (2025), 18% (2024) des décès maternels notifiés et audités

Education

- 2363** élèves ont bénéficié des kits d'urgences (scool in carton, ECDkits, recreation kits)
- 2150** enseignants formés sur l'utilisation de la plateforme digitale e-msomo
- 72** élèves dont 140 filles et 203 garçons ayant bénéficié de la détection leur handicap à travers une campagne de sensibilisation de détection



SONUB

Kowé retrouve la vie grâce à l'eau : un changement vital pour les familles

Grâce au soutien de la KOICA et de l'UNICEF, le village de Kowé bénéficie enfin d'un accès résilient à l'eau potable, améliorant la santé, l'éducation et le quotidien des femmes et des enfants.

Aux Comores, l'accès à l'eau est un défi quotidien exacerbé par les changements climatiques. À Anjouan, environ 40 % des rivières ont tari, provoquant à Kowé une pénurie sévère durant deux ans.

Cette situation éprouvait particulièrement les femmes et les enfants, qui consacraient de longues heures à la corvée d'eau, au détriment de l'école et de la santé. Le manque d'hygiène augmentait également les risques de maladies hydriques.

Sous le leadership de la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts, et avec le soutien technique de l'UNICEF et le financement de la KOICA, une infrastructure résiliente a été construite. Cette installation comprend plusieurs bornes-fontaines stratégiques pour garantir une ressource sécurisée et de proximité à toutes les familles.

Innovation et durabilité

Fidèle à sa stratégie de résilience, l'UNICEF a misé sur l'innovation : raccords par électro-fusion, réservoirs renforcés et captages adaptés aux intempéries. Pour consolider ce réseau, un réservoir de stockage en béton armé sera bientôt construit à Mrémani. En complément, des actions de protection des zones de captage limiteront la vulnérabilité du système face aux inondations.

La réussite du projet repose aussi sur l'implication des communautés, notamment des femmes. Cette approche participative renforce la cohésion sociale et garantit une gestion pérenne. Enfin, des formations permettront aux habitants de mieux s'approprier les ouvrages et d'anticiper les risques climatiques futurs.

Des vies transformées

Amina, jeune mère, témoigne : « Avant, je marchais plus de 3 km chaque jour. Parfois, mes enfants manquaient l'école à cause de cela. Maintenant que l'eau est à côté de la maison, c'est un vrai soulagement. »

Nourdine, un autre habitant, explique : « Cette eau propre transforme notre quotidien : l'hygiène s'améliore, les maladies vont diminuer et nous avons plus de temps pour travailler et étudier. »

Fatima, mère de cinq enfants, ajoute : « Le projet nous a donné de l'espoir. L'eau de proximité signifie que nos enfants restent à l'école et que nos maisons demeurent saines. »

Désormais, le temps libéré permet aux élèves une scolarité régulière et aux familles une meilleure prévention contre les maladies.



RÉSUMÉ DES PROGRÈS DU PILIER PEUPLE :

Les interventions déployées par les Nations Unies en 2025 dans les domaines du pilier **Peuple** ont contribué à des avancées notables, parmi lesquelles :

- Le **renforcement de l'accès et de la qualité des services de santé**, illustré par l'amélioration des normes des maternités (60 % répondant aux normes SONUB), l'augmentation du nombre de nouvelles utilisatrices de la planification familiale (9 252 en 2025) et le renforcement des capacités des personnels de santé à tous les niveaux ;
- L'**amélioration de la santé maternelle, néonatale et de la surveillance sanitaire**, avec une progression significative de l'audit des décès maternels (55 % en 2025 contre 18 % en 2024), le renforcement des systèmes de vaccination (97 % de couverture) et le développement des dispositifs de surveillance épidémiologique ;
- L'**élargissement de l'accès à une éducation inclusive et de qualité**, marqué par l'augmentation du nombre d'élèves en situation de handicap pris en charge (1 141 en 2025), la digitalisation des outils éducatifs et le renforcement des capacités des enseignants ;
- Le **renforcement des mécanismes de protection sociale et de lutte contre les violences**, avec une hausse significative du nombre de femmes et filles bénéficiant de services de prévention contre le mariage précoce (4 000) et de prise en charge des victimes de violences (550 bénéficiaires), ainsi que l'intensification des actions communautaires de sensibilisation.



L'écran du bonheur : quand les services de santé viennent jusqu'aux femmes



Dans le petit village de Limbi, dans le district de Domoni, Endilati n'a que 20 ans. Elle vient tout juste de se marier. Comme beaucoup de jeunes femmes, elle porte en elle un rêve immense : donner la vie.

Depuis quelques semaines, quelque chose a changé. Ses règles ne viennent plus. Son corps est silencieux, mais son cœur, lui, ne l'est pas. Chaque matin, au réveil, la même question revient, insistante : "et si j'étais enceinte ? Et si quelque chose n'allait pas ?"

À chaque passage aux toilettes, l'angoisse l'envahit. Elle redoute ce moment où ses yeux pourraient croiser une trace de sang. Comme si tout son rêve pouvait disparaître en un instant.

Pour être sûre, il faudrait aller à l'hôpital. Mais l'hôpital est loin. Il faut payer le transport, la consultation, l'échographie. Pour une jeune femme du village, ces dépenses peuvent devenir une montagne. Alors Endilati attend. Elle prie. Elle espère en silence.

Un matin, des agents communautaires passent dans les ruelles du village. Ils annoncent l'arrivée prochaine de la clinique mobile. Des sages-femmes viendront. Les femmes pourront consulter sur place. En entendant ces mots, quelque chose se rallume en Endilati. "Peut-être que cette fois... je saurai."

Le jour venu, la clinique mobile arrive à Limbi. Le véhicule attire les regards. Les femmes se rassemblent. Endilati s'avance, le cœur battant. Quelques minutes plus tard, après l'examen, la sage-femme relève la tête et lui sourit. "Félicitations, vous êtes enceinte."

Pendant un instant, le monde semble s'arrêter. Les yeux d'Endilati se remplissent de larmes et un sourire illumina son visage. Elle lève doucement les mains vers le ciel et murmure un merci. Un merci pour la vie. Un merci pour cette clinique venue jusqu'à elle.

Mais ce n'est pas tout.

Pour la première fois, elle voit son bébé apparaître sur l'écran de l'échographe. Une petite silhouette. Un signe de vie. Elle reste silencieuse, le regard fixé sur l'écran. Plus tard, elle confiera doucement : "Quand j'ai vu mon bébé sur l'écran... mon cœur s'est réchauffé. C'est difficile à expliquer. C'est une émotion que je n'oublierai jamais."

Cette consultation lui a permis de confirmer sa grossesse et de faire sa première consultation prénatale. Les sages-femmes lui expliquent l'importance de poursuivre les consultations et de prévoir son accouchement dans l'hôpital de référence le plus proche. Car la clinique mobile ne remplace pas l'hôpital. Elle crée un pont entre le village et le système de santé. Elle rapproche les services des femmes qui, autrement, resteraient trop loin. Endilati le sait désormais.

"Au village, certains disent : pourquoi aller à l'hôpital alors qu'il y a des matrones ? Mais maintenant je comprends que c'est important."

Ce jour-là, à Limbi, la clinique mobile n'a pas seulement confirmé une grossesse. Elle a traversé les kilomètres que la pauvreté rendait infranchissables. Elle a dissipé l'angoisse d'une jeune femme. Elle a rapproché la santé des communautés (sur la photo).

Et surtout, sur ce petit écran lumineux, Endilati n'a pas seulement vu un bébé. Elle a vu son avenir.

Le déploiement des cliniques mobiles aux Comores incarne une réponse innovante et concrète pour rapprocher les services de santé des communautés les plus éloignées. Grâce à l'engagement conjoint des partenaires, l'UNFPA accompagne le gouvernement pour garantir un accès plus équitable aux soins, là où les distances et les réalités du quotidien constituent encore des obstacles.



97% de taux de couverture vaccinale contre la rougeole et la rubéole



En octobre 2025, les Comores ont franchi une étape décisive dans la protection de leurs enfants contre les maladies évitables. La campagne nationale de vaccination, initiée et portée par le ministère de la Santé et de la Protection sociale, contre la rougeole et la rubéole, combinée à un vaste rattrapage de la vaccination de routine, est devenue un véritable modèle de mobilisation, d'innovation digitale et de collaboration entre le pays et les Nations Unies, à travers l'OMS et l'UNICEF.

Avec un taux de couverture exceptionnel de 97%, les Comores démontrent qu'il est possible de relever des défis sanitaires majeurs grâce à une planification rigoureuse, un engagement communautaire fort et un accompagnement technique de qualité.

À seulement 12 mois, Mannel Faouzine est devenue la première enfant de l'île à recevoir le vaccin dans le cadre de la campagne. Un symbole de l'avenir que les Comores construisent : un avenir où chaque enfant a accès à la protection qu'il mérite (sur la photo).

Une révolution numérique au service de la santé publique aux Comores

L'une des avancées majeures de cette campagne est l'introduction d'un système de digitalisation de la vaccination grâce au logiciel ODK. Les formulaires papier ont été remplacés par des dispositifs mobiles, permettant aux agents de santé de saisir et transmettre instantanément les données. Cette innovation a réduit les délais de traitement, amélioré la qualité et la fiabilité des données, renforcé la capacité de décision des équipes nationales, permis un suivi quotidien via des tableaux de bord interactifs. Pour les agents sur le terrain, cette technologie représente un gain de temps, une meilleure coordination et une reconnaissance de leur rôle clé dans la chaîne de santé publique.

« L'application ODK simplifie notre travail. Les données que je saisis sur le site de vaccination sont suivies en temps réel par les autorités ! C'est une véritable innovation et cela fonctionne très bien ! » - Ramaita Binti Fatima Ahmed, Agent de pointage, District de Mremani à Anjouan.

Un partenariat qui protège des vies

« Les technologies numériques ont déjà démontré leur efficacité en santé publique. Pour les Comores, il était essentiel de franchir ce cap et de s'aligner sur les meilleures pratiques régionales » - Dr Triphonie Nkurunziza, Représentante de l'OMS aux Comores

Grâce au financement de l'Alliance GAVI, les Nations Unies ont formé plus de 661 agents en mobilisation sociale, administration vaccinale, enregistrement numérique et transmission en temps réel des données. Le Centre GIS de l'OMS Afrique a apporté un appui essentiel pour développer les outils numériques, former les équipes et assurer un suivi en direct des performances. Le ministère de la Santé a conduit une campagne de vaccination exemplaire avec l'appui des agences des Nations Unies.

Enfin, il faut noter que plus de 871 smartphones ont été déployés dans tous les districts pour renforcer le suivi de l'introduction du vaccin contre le HPV. Cet investissement consolide durablement les capacités nationales et la digitalisation du Programme élargi de vaccination.

Cette réussite marque un tournant : l'alliance entre innovation numérique et mobilisation nationale protège une génération et renforce l'avenir du système de santé comorien.

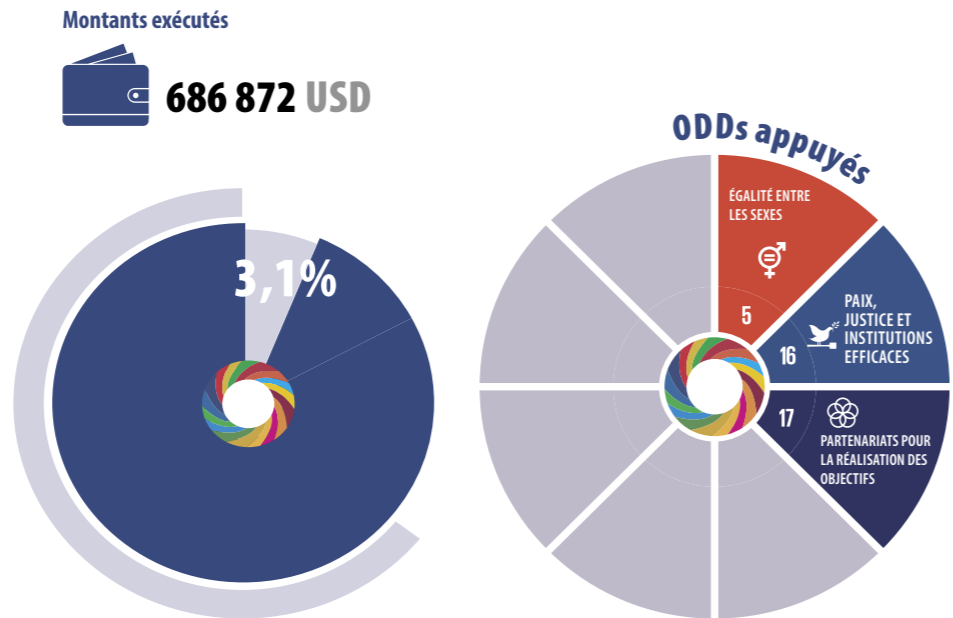


PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

GOUVERNANCE, SÉCURITÉ ET DROITS DE L'HOMME

RÉSULTAT 3 :

D'ici à 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie.



MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

Droits de l'Homme et engagements internationaux :

44 membres du comité interministériel (CIMERS) bénéficiant de renforcement des capacités en coordination, rapportage et suivi des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme notamment l'Examen Périodique Universel)

Protection des enfants et violence à l'égard des enfants, jeunes et femmes :

17 comités de veille et d'alerte de VBG bénéficiant de renforcement de capacités notamment en matière de sensibilisation

194 filles et garçons regroupés en clubs et réseaux locaux d'adolescents et jeunes formés sur la sensibilisation de leurs pairs et la promotion du dialogue sur l'égalité des sexes et le mariage des enfants dans leurs communautés

192 jeunes reporters formés
16 clubs des jeunes reporters mis en place

RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :

- 18** (2025), 12 (2024), 9 (2023) nouveaux projet/propositions de lois et textes d'application de transposition des conventions/traités internationaux dans le droit national relatifs aux droits humains accompagnés (cible attendue : 2)
- 125** (2025), 75 (2023- 2024) agents aux frontières disposant de mécanismes et outils nécessaires pour le contrôle des frontières (cible attendue : 60)
- 92%** (2025), 66% (2024) cas de conflits ayant fait l'objet d'interventions et résolus (cible attendue : 80%)
- 4** (2025), 2 (2024) accords développés avec le secteur privé ou les autres partenaires pour soutenir la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre des ODD précoce (cible attendue : 3)

AGENCES CONTRIBUTRICES:





Le droit au bien-être menstruel : l'histoire de Hadhamtou

Pendant longtemps, les menstruations étaient pour Hadhamtou une source d'inconfort, d'inquiétude et parfois même de gêne silencieuse. Comme tant de femmes et d'adolescentes, elle vivait chaque mois avec la même difficulté : trouver une solution pour se protéger dignement. L'accès aux protections hygiéniques était limité, et cette réalité pesait sur son bien-être, sa confiance en elle et sa liberté de vivre son quotidien sereinement.

Souvent, elle n'avait d'autre choix que d'utiliser des morceaux de tissu improvisés. Une solution de fortune, inconfortable, parfois douloureuse, qui lui rappelait à quel point gérer ses menstruations pouvait être compliqué lorsqu'on manque de moyens et d'informations.

Puis, il y a quelques mois, quelque chose a changé.

Hadhamtou a participé à une formation sur l'hygiène menstruelle et la fabrication de serviettes hygiéniques lavables à Anjouan. Cette activité s'inscrivait dans un projet financé par le Gouvernement australien à travers l'UNFPA et mis en œuvre par l'ONG locale IMARA, avec un objectif clair : permettre aux femmes et aux adolescentes de gérer leurs menstruations dans la dignité, la sécurité et le respect de leurs droits. Pour elle, ce n'était pas seulement une formation. C'était une porte qui s'ouvrait. Une occasion d'apprendre, de comprendre son corps, et surtout de retrouver une forme de contrôle sur une réalité qui lui avait longtemps échappé.

Depuis ce jour, Hadhamtou n'a pas arrêté.

À la maison, avec patience et détermination, elle a confectionné dix nouvelles serviettes hygiéniques lavables, en plus de celles réalisées pendant la formation. Chaque couture était pour elle un geste d'autonomie retrouvée.

Elle nous confie avec émotion :

« Pour moi, les serviettes hygiéniques jetables n'étaient pas une option, car elles irritaient ma peau. J'utilisais des tissus, mais je ne me sentais jamais vraiment à l'aise. Aujourd'hui, grâce aux serviettes lavables que j'ai appris à fabriquer, je me sens beaucoup plus confortable... et surtout plus confiante. »

Mais pour Hadhamtou, ce nouveau bien-être ne pouvait pas rester uniquement le sien.

Très vite, elle a partagé ce qu'elle avait appris avec d'autres femmes de son entourage. Elle leur a montré comment fabriquer les serviettes, leur a offert certaines des siennes, et a ouvert autour d'elle un espace de discussion simple et sincère sur un sujet encore trop souvent entouré de silence.

À travers ces gestes, Hadhamtou ne change pas seulement sa propre vie. Elle aide d'autres femmes à retrouver, elles aussi, dignité et confiance.

Son histoire incarne profondément ce que défend les Nations Unies : le droit de chaque femme et de chaque fille à vivre ses menstruations dans la dignité, la sécurité et le respect de ses droits (sur la photo).

Lorsque les femmes ont accès à l'information, aux compétences et au soutien nécessaires, elles deviennent bien plus que bénéficiaires d'un programme.

Elles deviennent des actrices du changement pour elles-mêmes, pour leurs familles et pour toute leur communauté.



Mustakim, Amina et l'école qui s'ouvre à tous

Le 3 décembre 2025, à l'école Coulé 2 de Ngazidja, élèves, parents et enseignants se sont réunis à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées pour le lancement officiel de la caravane médicale pour l'inclusion scolaire. Organisée par le ministère de l'Éducation nationale avec l'appui de l'UNICEF, cette initiative vise à améliorer l'identification, le suivi et l'accompagnement des enfants en situation de handicap au sein du système scolaire comorien.

Parmi les parents présents, Amina accompagne son fils, Mustakim Mohamed, âgé de dix ans et atteint de trisomie. Pour elle, cette journée marque une étape importante : « Aujourd'hui, c'est un moment spécial pour nous. Mon fils va recevoir l'attention et le suivi dont il a besoin pour s'épanouir à l'école. » Comme Amina, de nombreuses familles ont répondu à l'invitation afin que leurs enfants puissent bénéficier des consultations spécialisées prévues après la cérémonie.

Les élèves ont également pris la parole. Un jeune garçon malvoyant a partagé son ressenti avec assurance : « Je suis fier d'être à l'école même si je ne vois pas bien. » Son témoignage illustre la motivation des enfants à participer pleinement à la vie scolaire, malgré les défis liés à leur handicap, et souligne l'importance d'un environnement éducatif inclusif et bienveillant.

Lors de la cérémonie, le président du conseil d'école a rappelé le rôle central de l'institution scolaire, soulignant que l'école doit accueillir chaque enfant, sans distinction, et lui offrir les conditions nécessaires pour apprendre et croire en ses capacités. Il a insisté sur la nécessité d'adapter les pratiques pédagogiques afin de répondre à la diversité des besoins des élèves.

Dans son intervention, le ministre de l'Éducation nationale, Bacar Mvoulana, a réaffirmé que l'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants.

Il a mis en avant les efforts du ministère pour renforcer l'éducation inclusive, notamment à travers la stratégie nationale de scolarisation des enfants vivant avec handicap 2017–2026. Selon lui, la caravane médicale permet de dépister précocement les handicaps physiques, sensoriels ou cognitifs, d'orienter les familles vers des services spécialisés et d'améliorer la scolarisation des enfants dans les établissements publics.

Le représentant de l'UNICEF aux Comores, Mustapha Ben Messaoud, a rappelé que près de 240 millions d'enfants vivent avec un handicap dans le monde. **Aux Comores, 1 742 élèves en situation de handicap étaient scolarisés durant l'année scolaire 2024–2025. Il a souligné l'importance de lever les barrières physiques, mais aussi celles liées à la communication et aux comportements, tout en garantissant l'accès aux services essentiels et à une éducation équitable.**

Concrètement, la caravane médicale a permis d'offrir des consultations spécialisées en ORL, ophtalmologie, neurologie et kinésithérapie directement dans les écoles de Ngazidja, après des initiatives similaires à Mwali et Ndzuani. Au total, 902 élèves issus de 215 écoles réparties sur les trois îles ont bénéficié de consultations et d'un suivi médical individualisé, en présence de leurs parents, au niveau national.



PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT À LA PROMESSE DE « NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE »

L'action poursuivie par l'Équipe de Pays des Nations Unies en 2025 a davantage contribué à consolider le mécanisme national de prise en charge et de suivi des cas de violences contre les femmes, les filles et les enfants. Le soutien maintenu dans ce domaine comprend la prise en charge holistique des cas de violences incluant une assistance médicale, juridique et psychologique. Les données régulièrement publiées par les services d'écoutes localisés dans les trois îles renseignent sur l'évolution et le niveau d'ampleur desdites violences. Elles permettent d'éclairer des actions publiques et d'alimenter les plaidoyers en faveur de la lutte contre ces violences.

En matière d'inclusion des personnes en situation d'handicap plusieurs actions sont menées notamment pour leur autonomisation économique et leur insertion dans le système scolaire.

Les interventions déployées dans les piliers planète et prospérité incluent les femmes notamment en ce qui concerne les appuis en faveur de l'autonomisation économique et la gestion durable des écosystèmes terrestres et marins.

Grace au plaidoyer de l'Équipe de Pays des Nations Unies, les femmes continuent à faire partie des comités locaux de gestion intégrée de la ressource en eau.

LIENS AVEC D'AUTRES PRIORITÉS OU PLAN AU SEIN DU PAYS :

La mise en œuvre du Plan-Cadre de Coopération aligné au Plan Comores Emergent continue à répondre aux priorités nationales à travers le plan de relance post-Covid 2022-2026. En 2024, les interventions déployées se sont inscrites dans les politiques et plans sectoriels et ont effectivement contribué à répondre à des besoins prioritaires des secteurs concernés dans les quatre piliers de l'UNSDCF, planète, prospérité, peuple et paix, le pilier partenariat considéré comme transversal.

Sur le plan régional, l'Équipe de Pays des Nations Unies a poursuivi son soutien à l'opérationnalisation de la section comorienne du réseau des femmes leaders africaines (AWLN) afin de soutenir les femmes comoriennes à tirer profit de cette initiative continentale dans plusieurs domaines dont ceux de l'autonomisation économique et de leur participation citoyenne et politique.



2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030

Les partenariats entre les Nations Unies et les parties prenantes nationales se poursuivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan-Cadre de Coopération aligné au PCE et à son plan opérationnel, le plan de relance post-Covid 2022-2026.

L'Équipe de Pays des Nations Unies a maintenu, en 2025, son leadership par le biais du Coordonnateur Résident, dans la coordination des partenaires des Comores à travers le Forum des Partenaires au Développement (FPaD).

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'UNSDCF, l'Équipe de Pays des Nations Unies, continue à préserver et élargir son partenariat sur les principaux segments incluant la société civile et le secteur privé, ce qui favorise l'accélération de la mise en œuvre des ODD. Ainsi, des organisations de la société civile, au niveau des trois îles, participent à la mise en œuvre des activités des Nations Unies. L'interaction entre l'Équipe de Pays et ces organisations se poursuit à travers les réunions régulières d'échanges.

L'Équipe de Pays des Nations Unies renforce également son interaction avec le monde des affaires de la place. Elle a maintenu son partenariat avec des opérateurs économiques notamment TELCO SA devenu YAS, l'AFG Bank dans le cadre du fonctionnement des cliniques mobiles au service de la santé sexuelle et reproductive de proximité au profit des communautés des trois îles.

Le soutien à l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) est poursuivi pour le développement et le renforcement des partenariats diversifiés notamment les partenariats innovants et Sud-Sud.

L'Équipe de Pays maintient son partenariat avec partenaires bi et multi-latéraux comme : (i) la France pour la modernisation de l'Etat Civil ; (ii) l'Union Européenne pour la diversification et l'industrialisation de l'économie comorienne, tout en encourageant une transition vers une économie verte et circulaire et la création d'emplois décents pour toutes et tous, respectueuse de l'environnement, et (iii) la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la sécurité alimentaire.

Ces partenariats contribuent à la mise en œuvre Plan Comores Emergent- horizon 2030 et du programme 2030 en facilitant l'accélération de l'atteinte des ODD notamment à travers les cinq des six transitions suivantes : l'éducation, les systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie, les emplois et la protection sociale et le changement climatique.

2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble: cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

La cohérence interne de la réponse commune de l'Équipe de Pays des Nations Unies aux priorités nationales se réalise à travers l'alignement des programmes pays des agences au plan-cadre de coopération et le plan de travail annuel conjoint en tant qu'instrument principal de la cohérence opérationnelle.

En ce qui concerne l'efficacité de la mise en œuvre, elle est rendue possible grâce aux organes de coordination de la mise en œuvre : les Groupes de

Résultats (GRs), les comités et groupes conjoints de travail et thématiques (OMT, UNCG, comité suivi-évaluation, groupe thématique Genre et Droits Humains...).

Les GRs ainsi que les groupes thématiques et de travail continuent à accomplir leurs missions pour s'assurer de la régularité de l'exécution par rapport au plan de travail annuel conjoint signé avec le Gouvernement. Ils échangent également sur des ajustements stratégiques à opérer pendant la mise en œuvre afin de prendre en compte les priorités nationales, régionales et internationales émergentes tout en restant dans la direction des objectifs du Plan-Cadre.

En l'absence de projets conjoints en 2025, l'Équipe de Pays continue à tirer profit de l'utilisation des moyens des Nations Unies accessibles au niveau régional et mondial. Cela se concrétise par la mise à contribution notamment du bureau de la coordination des activités de développement (Afrique et mondial).

Sur le plan politique, des actions de plaidoyer menées par l'Équipe de Pays sous le leadership du Coordonnateur Résident ont contribué ou facilité la réalisation des objectifs du Plan-Cadre. Il s'agit de plaidoyers menés dans divers domaines notamment les droits humains, la promotion de l'Etat de droit incluant le processus des élections législatives et communales.

En ce qui concerne l'efficience, les gains générés proviennent de la mise en œuvre régulière de la stratégie conjointe des opérations (BOS 2.0) sous la responsabilité de l'Équipe de Gestion des Opérations (OMT). L'Équipe de Pays des Nations Unies continue à mutualiser ses ressources pour la gestion efficiente des services communs (nettoyage, gardiennage, électricité-eau, UN médical Clinic...) facilitée par la cohabitation des agences dans le même compound.

En matière budgétaire l'OMT a pu dégager suite à la revue réalisée ce premier trimestre 2026 des coûts évités d'un montant de 362 076 USD. La réalisation de ces économies prouve la capacité de l'Équipe de Pays à poursuivre l'obtention d'année en année des gains d'efficience.

En matière de communication et de défense des intérêts communs, dans le cadre de la stratégie conjointe de communication 2022-2026, l'Équipe de Pays, à travers le Groupe de Communication (UNCG), continue à communiquer d'une seule voix sur la mise en œuvre de l'UNSDCF, promouvoir les ODD et l'agenda 2030, renforcer la visibilité de ses actions et le partenariat élargi et diversifié et renforcer ses relations avec les médias.

Les actions réalisées permettent à l'Équipe de Pays de rester dans la direction de ces objectifs de communication, d'être proche des populations et des acteurs qu'elle sert.

Les bulletins d'information du Système des Nations Unies en Union des Comores, Ylang Info, bimensuels, ont permis à l'Équipe de Pays de continuer à informer sur des actions clés de la période couverte et à sensibiliser sur des valeurs des Nations Unies.

Les journées internationales célébrées avec l'appui de l'Équipe de Pays des Nations Unies, comme « la journée internationale de la femme », sont des occasions pour sensibiliser et communiquer des messages en vue de promouvoir des valeurs des Nations Unies.

2.5. Évaluations et leçons tirées

Les Nations Unies se trouvent, en 2025, à sa quatrième année de son cycle de programmation. La mise en œuvre du plan-cadre de coopération continue à tenir compte des recommandations et des leçons apprises de l'évaluation finale de l'UNDAF 2015-2021, celles des revues annuelles ainsi que des questions émergentes ressorties des mises à jour annuelles du CCA de 2023 et 2024 et confirmées dans le CCA réalisé en 2025.

L'Équipe de Pays des Nations Unies a pleinement pris en considération les leçons apprises tirées de ces évaluations, revues et analyses, lesquelles leçons amènent à impliquer davantage les bénéficiaires dans la mise en œuvre des interventions, poursuivre les appuis et plaidoyers en faveur d'un renforcement ciblé des capacités des partenaires nationaux et accroître le soutien multiforme (technique et financier) pour la production et l'accès des données pertinentes et fiables auprès des institutions nationales.

L'Équipe de pays des Nations Unies continue à fournir des efforts pour renforcer le travail conjoint entre les agences des Nations Unies. Ce travail conjoint est favorisé par le suivi régulier de la mise en œuvre des plans de travail annuels des groupes thématiques conjointes et des groupes de résultats.

Elle a continué, en 2025, à renforcer le partenariat avec le pays à toutes les étapes du processus de mise en œuvre de l'UNSDCF 2022-2026 notamment dans le processus de revue annuelle et de programmation organisé conjointement avec le Gouvernement. Les résultats de cette revue annuelle et programmation sont validés conjointement avec le Gouvernement représenté par le Commissariat Général au Plan puis présentés pour approbation au comité de pilotage conjoint pour examen à l'occasion de la signature conjointe des plans de travail annuels.

2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources

2.6.1. Aperçu financier

La mise en œuvre, en 2025, du plan-cadre de coopération a nécessité une allocation totale de 31 663 649 USD dont 22 375 113 USD ont été effectivement dépensés, ce qui porte le taux d'exécution financière à 70.7%. Ce niveau d'exécution financière inférieur à la moyenne (81%) des trois premières années (2022-2023) de l'actuel cycle programmatique varie selon le pilier avec une exécution complète (100%) pour le pilier peuple et relativement meilleure pour les piliers paix et planète dont les taux d'exécution sont supérieurs au niveau global.

En termes de dépenses, on note une régression en 2025 comparativement aux trois dernières années (2022-2024) dont la moyenne est estimée à 32 millions USD. Ce résultat peut traduire les répercussions de la contraction actuelle l'aide publique au développement.

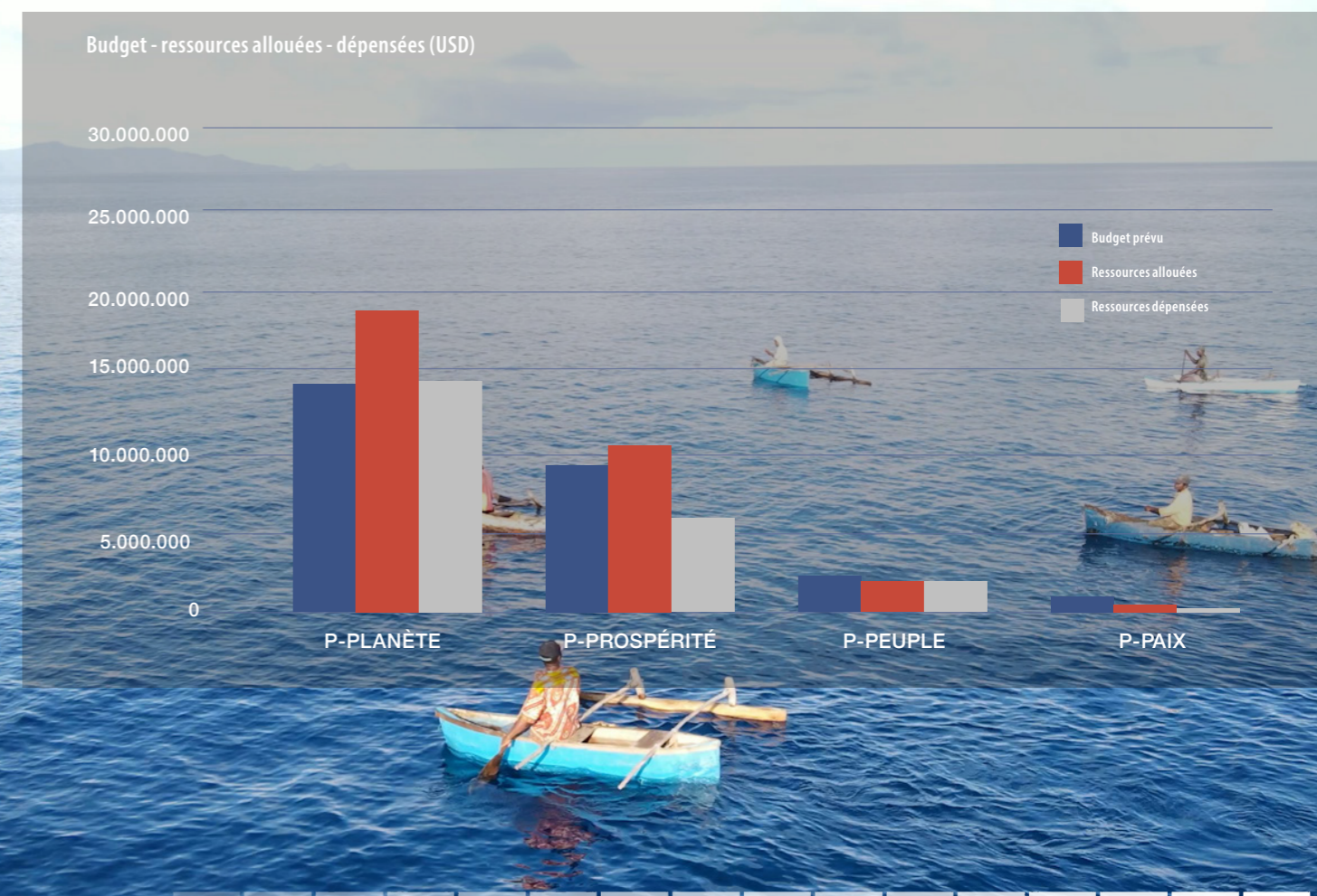
Tableau 1 : Budgets, allocations, dépenses et taux d'exécution (en \$ US) pour 2025

PILIER	BUDGET PREVU (\$ US)	RESSOURCES ALLOUEES (\$ US)	RESSOURCES DEPENSEES (\$ US)	RESSOURCES DEPENSEES (%)	TAUX D'EXECUTION (%)
PLANÈTE	13 784 475	18 363 829	13 861 146	61.9	75.5
PROSPÉRITÉ	8 189 161	10 119 678	5 523 110	24.7	54.6
PEUPLE	2 758 386	2 303 985	2 303 985	10.3	100.0
PAIX	1 178 396	876 158	686 872	3.1	78.4
TOTAL	25 910 418	31 663 649	22 375 113	100.0	70.7

Sources : Agences des Nations Unies

L'examen des structures des allocations et des dépenses révèle presque le même constat par rapport aux années précédentes en ce qui concerne la répartition des fonds. Le pilier planète absorbe à lui seul plus de la moitié du financement. En dépit des défis énormes en matière de gouvernance relevés dans les CCA 2020 et 2025 le pilier paix reste encore très mal loti avec des allocations et des dépenses très faibles.

Graphique 1 : Ressources prévues, allouées et dépensées par pilier (en \$ US)



2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

L'éventail de partenaires de financement

Le partenariat est au cœur de l'action des Nations Unies. Et pourtant, il est à noter qu'il y a très peu de partenaires techniques et financiers basés aux Comores. Le pays abrite seulement huit ambassades (Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Chine, Emirats Arabes Unis, France, Lybie, Tanzanie et Maroc) dont une seule d'un Etat membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), la France. Il compte très peu d'organisations de coopération internationale qui ont des bureaux de représentation (l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement-AFD), deux institutions financières internationales (FMI et BM) et une dizaine

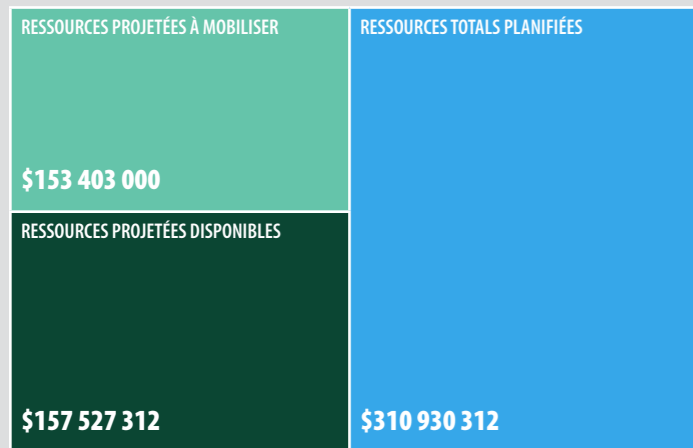
d'ONG internationales dont la quasi-totalité est d'origine européenne à majorité française (Croix Rouge Française, Caritas, OXFAM, Médecins Sans Frontière, ID, Santé Diabète, Direct Aid, Deux mains, etc.).

En 2025, les Nations Unies ont poursuivi leur partenariat avec des partenaires de financement dont la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, l'Ambassade de France, l'AFD, le GAVI, la KOICA, la JICA et le GEF.

Le financement du plan-cadre de coopération

Le financement du cadre de coopération présente un gap d'un montant de 183 455 487 USD représentant 59,0% des ressources à mobiliser eu égard à la budgétisation initiale comme l'indique les deux graphiques ci-après :

Graphique 2 : Financement planifié



Graphique 3 : Financement actuellement mobilisé



Le déficit de financement qui en résulte présente un enjeu majeur pour la réalisation des résultats et requiert des efforts de mobilisation des ressources qui vont largement au-delà de l'objectif annuel initialement fixé à 30 millions USD en moyenne. Toutes les actions d'accélération de cette mobilisation des

ressources doivent s'inscrire dans la stratégie de mobilisation des ressources et de partenariat 2022 – 2026 de l'Équipe de Pays des Nations Unies. L'exploration des nouvelles fenêtres d'opportunités de financement demeure une grande priorité de l'agenda de l'Équipe de Pays des Nations Unies.

CHAPITRE 3 : PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE A VENIR

L'année 2026 représente un moment charnière pour le Système des Nations Unies en Union des Comores. En effet, alors que le SNU entame la dernière année de mise en œuvre du Cadre de Coopération 2022-2026, il démarre également le [développement du prochain Cadre de coopération pour la période 2027 – 2030](#). A moins de quatre ans de l'échéance des ODD et du Plan Comores Emergent (PCE), le développement de ce nouveau cadre de coopération est l'occasion de prioriser les domaines catalytiques à même d'accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Le [prochain Cadre de coopération prendra effectivement effet le 1er janvier 2027](#), après signature avec le gouvernement de l'Union des Comores.

En parallèle, le Système des Nations Unies poursuivra ses efforts d'accompagnement du gouvernement de l'Union des Comores pour l'accélération de sa stratégie de développement, à travers le [développement du Plan d'Accélération Comores Emergent \(PACE\) 2027 – 2030](#). Cet exercice est central pour permettre aux Nations Unies un alignement clair avec les priorités de développement du pays, en vue de l'accélération de l'émergence des Comores.

En ce qui concerne la mise en œuvre du Cadre de coopération, le plan de travail conjoint 2026 présente un budget requis d'un peu plus de 32 millions de USD, dont 90% sont déjà disponibles.

Dans un contexte d'instabilité globale et de volatilité récurrente, le Système des Nations Unies renforcera son action en matière de renforcement de la résilience des populations, des communautés et des systèmes.

Un accent particulier sera mis sur la préparation et la réponse aux urgences ; le système de santé et les risques sanitaires ; le changement climatique, la préservation de l'environnement et de la biodiversité ; la formation professionnelle et l'entrepreneuriat ; la gouvernance et le renforcement institutionnel ; les droits humains et les engagements internationaux de l'Union des Comores.

Enfin, avec les partenaires techniques et financiers, les Nations Unies accompagneront la préparation du Recensement Général de l'Habitat et de la Population (RGHP) prévu pour l'année 2027.



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACCI	Agence Comorienne de Coopération Internationale
ACI	Agriculture climato-intelligente
AFD	Agence Française de Développement
AFG Bank	Holdings Financière de Atlantic Group basé à Abidjan, Côte d'Ivoire
AMP	Aire Marine Protégée
AWLN	Réseau des femmes leaders africaines
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BOS	Stratégie conjointe des opérations
CATI	Intervention Ciblée par zone de cas
CCA	Bilan Commun Pays
CCI	Centre du commerce international
CERF	Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies
CIMERS	Comité Interministériel de l'élaboration des rapports et de suivi
CNDHL	Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CPN	Consultations Prénatales
CRDE	Centre Ruraux de Développement Economiques
DCP	Dispositif de Concentration des Poissons
DHIS	Système d'information sanitaire du district
DIU	Dispositif Intra Utérin
ECES	Centre européen pour le soutien électoral
EIR	Equipe d'Intervention Rapide
EPU	Examen Périodique Universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FPaD	Forum des Partenaires au Développement
GAVI	Alliance Mondiale pour ma Vaccination*
GEF	Fonds pour l'Environnement Mondial
GR	Groupe de Résultat
Ha	Hectare
ID	Initiative Développement
IMS	Système de Gestion d'Information
INN	Illicite, Non déclarée, et Non règlementée
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JSDGF	Fonds Communs des Objectifs de Développement Durable
KM	Kilomètre
KOICA	Agence Coréenne de Coopération Internationale
MICS	Enquête en grappes à Indicateurs Multiples
MW	Mega Watts
NU	Nations Unies
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques

ODD	Objectifs de Développement Durable
OHCHR	Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation International du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la santé
OMT	Equipe de Gestion des Opérations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONICOR	Office National d'Importation et de Commercialisation du Riz
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
OXFAM	Confédération d'une vingtaine d'organisations caritatives indépendantes à travers le monde
PACE	Plan d'Accelération des Comores Emergent
PCE	Plan Comores Émergent
PEID	Petit Etat insulaire en développement
PF	Planification familiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PMT	Equipe de Gestion du Programme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement Durable
PRO	Point de Réhydratation Orale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNA	Restauration Naturelle Assistée
RNV	Rapport Volontaire National
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SAE	Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat
SDG Fund	Fonds des Objectifs de Développement Durable
SIMIR	Surveillance intégrée de la maladie et la riposte
SNDS	Stratégie nationale de développement de la statistique
SNU	Système des Nations Unies
SONUB	Soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base
SONUC	Soins obstétricaux et néonataux d'urgence
TDR	Tests de Dengue
TLECO SA	Société de Télécommunication du groupe Axian et de NJJ Capital
UE	Union Européenne
UN INFO	Plate forme des Nations Unies
UNCG	Groupe de Communication des Nations Unies
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNDRR	United Nations Office for Disaster Reduction
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UN-Habitat	Programme des Nations unies pour les établissements humains
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNSDCF	Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	United States Dollar
VBG	Violences Basées sur le Genre
Yas	Opérateur de télécommunications et un fournisseur d'accès Internet malgache
ZLECAf	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine



**NATIONS UNIES
COMORES**



RAPPORT ANNUEL DES RÉSULTATS 2025

<https://comoros.un.org/fr>




Mars 2026 - Système des Nations Unies aux Comores

Pour toute demande, contactez :

Maison des Nations Unies
Hamramba Moroni
Union des Comores
BP : 648
Moroni - Comores

Crédits Photos :

Couverture: UNDP, UNIDO, UNFPA
© UNDP : pages 21, 24, 31
© WHO : page 16-17, 37, 44
© UNICEF : pages 12, 34, 35, 43
© UNFPA : pages 33, 36, 42, 46
© UNIDO : pages 28, 29, 49
© FAO : pages 10-11, 22, 23, 25, 47
© IOM : pages 2-3, 27, 30, 39, 40, 41
© RCO : pages 4-5, 8-9, 48, 50-51

 +269 763 10 89

 rccs-communications-com@un.org

 One_UN_Comoros

 One.UN.Comoros